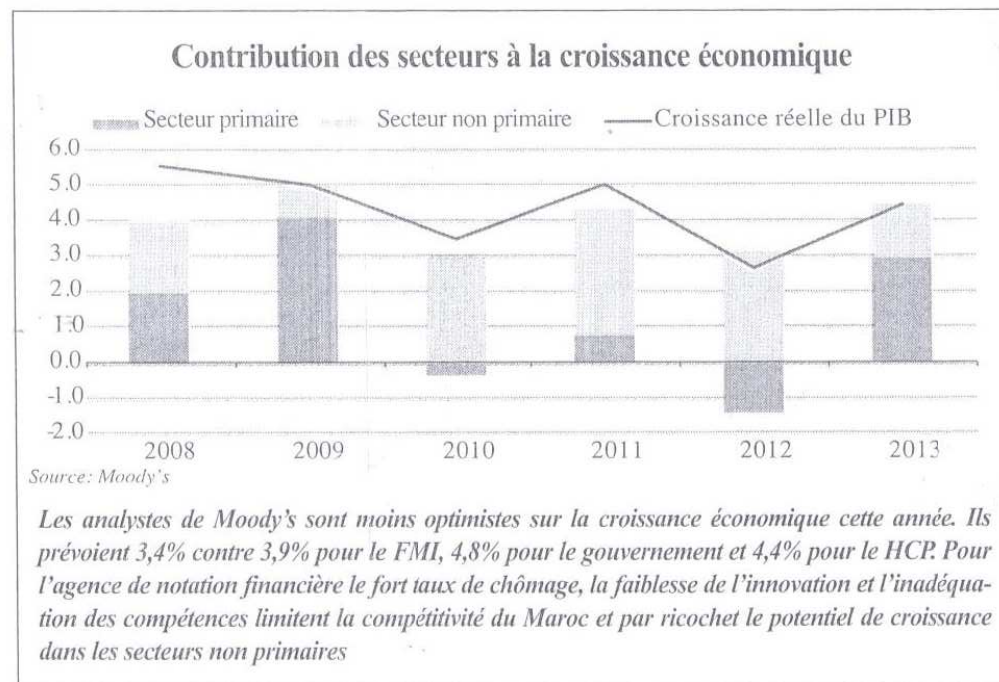


Notation financière: L'avertissement de Moody's

- L'agence très critique sur la situation économique du Royaume
- Elle est moins optimiste sur la croissance du PIB cette année
- Cependant, elle ne touche pas à la note souveraine

LE Maroc garde sa note Ba1- Ba3 auprès de Moody's, mais les menaces sur sa dégradation n'ont jamais été aussi fortes. Les analystes de l'agence de notation financière sont très critiques sur la situation économique. «La notation du Maroc est principalement limitée par le faible niveau de richesse du pays et l'étroitesse de l'économie», estime Moody's. En outre, «la faiblesse du marché du travail, de l'innovation et l'inadéquation des compétences limitent la compétitivité du Maroc et le potentiel



de croissance dans les secteurs non primaires». Les observations de Moody's rappellent celles du FMI dans le rapport sur sa dernière mission au Maroc (cf. www.leconomiste.com du 10 mars 2014).

La dégradation des déficits budgétaire et du compte courant ces dernières années avait détérioré la cote du Maroc

auprès des agences de notation. Standard & Poor's avait placé la note souveraine du Maroc sous perspectives négatives à la veille de la sortie sur les marchés financiers étrangers. Certes, la situation des finances publiques a enregistré des améliorations avec une baisse du déficit budgétaire à 5,4%. Le gouvernement s'est également attaqué à

l'épineuse réforme de la compensation. Il reste que plusieurs autres dossiers traînent encore, notamment la réduction de la masse salariale ou encore la mise en œuvre de la réforme de la compensation. A cela s'ajoute la tension sur le marché du travail avec un taux de chômage qui reste élevé. Et le rythme de croissance économique actuelle reste faible pour le résorber. Les analystes de Moody's prévoient une hausse de 3,4% du PIB cette année. Ils sont moins optimistes que le FMI ou encore le gouvernement qui prévoit 4,8% et le HCP 4,4%. Pour les experts, le Maroc a besoin d'une croissance à deux chiffres pour franchir un nouveau palier de développement. Il faudrait pour ce faire réduire la dépendance du secteur agricole. Or, la lourdeur administrative, la corruption, les difficultés d'accès des PME au financement ou encore la pression fiscale ralentissent l'essor des secteurs non agricoles. □

F. Fa